

**Réponse au discours du budget
par M. Shawn Graham,
critique financier**

le 1^{er} avril 2004

Extrait officieux du *Journal des débats* (hansard)

[Traduction]

003

Jour de séance 19

Chambre de l'Assemblée législative
le jeudi 1^{er} avril 2004

(La séance est ouverte à 14 heures sous la présidence de l'hon. M. Harrison.

Prière.)

Débat sur la motion 65 (débat sur le budget)

M. S. Graham : Monsieur le président, je veux commencer aujourd'hui par remercier ma femme Roxanne, qui est ici parmi nous. Elle a été une formidable partenaire et confidente, ainsi qu'un atout formidable pour toute l'équipe libérale ces derniers mois. Je pense que l'équipe libérale de ce côté-ci devrait l'applaudir bien fort.

Il est réconfortant aussi de savoir que Diane — la femme de M. Lord — et Roxanne ont des conversations entre elles. Souvent, il est difficile pour les personnes qui ont une vie publique de protéger leur vie privée, à cause des nombreuses heures de route passées à rencontrer des gens partout dans la province. Je pense que cela en dit beaucoup sur nos familles et sur leur dévouement à notre cause, qui est de mieux servir la population du Nouveau-Brunswick et d'assurer une direction et un leadership. Toutes les familles politiques au Nouveau-Brunswick méritent aujourd'hui des applaudissements.

Je veux aussi remercier les parents de Roxanne, qui sont ici aujourd'hui, car notre nouveau cheminement les a introduits à la vie politique eux aussi.

004

Aujourd'hui, 19 parlementaires de plus ne seraient pas à la Chambre... C'est en raison de vos efforts que nous avons la plus forte opposition que la province ait jamais vue.

J'ai le plaisir aujourd'hui d'avoir l'occasion de donner la réplique au budget de 2004-2005 présenté par le gouvernement. J'aurais aimé remercier le lieutenant-gouverneur d'avoir donné lecture du discours du trône, mais le gouvernement actuel a malheureusement omis d'en présenter

un. Par contre, je suis content que nous soyons enfin de retour à l'Assemblée législative.

Nous venons d'achever un examen très difficile du marché sur l'approvisionnement en combustible Orimulsion. Durant plusieurs jours, nous avons entendu de nombreuses personnes témoigner pendant des dizaines d'heures. Un examen plus poussé s'impose manifestement. C'est pourquoi nous avons demandé à maintes reprises que le vérificateur général soit chargé de mener un examen indépendant sur la question. Après mûre réflexion sur tout ce que nous avons entendu pendant les témoignages, une conclusion ressort clairement à mes yeux : je crois l'affirmation du premier ministre selon laquelle il n'était pas courant. C'est là que réside la véritable tragédie.

Le premier ministre de la province, lui qui est chargé de diriger la population de la province, lui qui a juré de défendre les intérêts de la province, ne s'est pas donné la peine de s'informer de l'un des plus vastes projets entrepris dans l'histoire de notre province. Il aurait pu savoir. Le sous-ministre de l'Énergie l'avait prévenu des risques en septembre dernier, mais le premier ministre s'est contenté de dire : Tenez-moi au courant. Ce dernier aurait pu téléphoner à Énergie NB et insister pour avoir une mise à jour. Toutefois, il ne savait pas parce qu'il a choisi de ne pas savoir.

Qu'aurait dû faire le premier ministre? Il aurait dû faire ce que tout premier ministre responsable aurait fait : demander aux responsables d'Énergie NB de faire rapport deux fois par mois au Conseil de gestion. Il aurait dû avoir des réunions mensuelles avec le chef de la direction d'Énergie NB. Il aurait dû enjoindre les sous-ministres de le tenir pleinement au courant. Il aurait dû insister pour que les ministres connaissent aussi bien le dossier que les responsables d'Énergie NB. En outre, si, à moment, le risque prenait de l'ampleur, il aurait fallu convoquer le Cabinet pour explorer les solutions possibles.

Voilà ce qu'il aurait fallu faire. Voilà ce que notre premier ministre actuel aurait dû faire. Pourtant, notre premier ministre a lui-même avoué n'avoir rien fait de cela. Il a décliné toute responsabilité. Nous n'avons pas le choix : nous devons croire la déclaration du premier ministre selon laquelle il n'était pas au courant du fiasco de l'Orimulsion. Il n'était pas courant, mais il est néanmoins allé annoncer le projet à une salle pleine de fidèles du Parti conservateur, le 10 octobre 2002. Il n'était pas au courant, mais il a néanmoins parlé de faire de Saint John le pivot énergétique des Maritimes.

[Original]

Il ne savait pas et il a quand même permis que des centaines de millions de dollars soient dépensés dans un projet d'immobilisations majeur.

[Traduction]

Il ne savait pas.

[Original]

Il ne savait pas.

[Traduction]

Il ne savait pas, mais — et c'est l'élément le plus crucial — il n'a pas demandé. C'est là sa plus

grande gaffe, à l'heure actuelle.

Il est regrettable que le premier ministre n'écoute pas. Il est en train de parler au ministre des Finances. Il aurait dû lui parler il y a plusieurs mois, lorsque le projet a commencé à détraquer.

005

Mettons la situation en perspective. Le fiasco de l'Orimulsion, à 2 milliards de dollars, a 20 fois l'ampleur du Programme de commandites, à 100 millions de dollars, et a une incidence bien plus grave, si nous envisageons le budget dans son ensemble. Tout cela est survenu parce que notre premier ministre actuel a préféré ne pas savoir. Des dégâts à long terme ont été causés. Faute de direction politique, les récentes audiences ont été une parodie de justice. Faute de direction politique, des fonctionnaires ont été dressés les uns contre les autres.

[Original]

Faute de direction politique, les relations de travail ont été tendues et brisées.

[Traduction]

Faute de direction politique, des amis se sont retournés contre des amis. Faute de direction politique, un climat de suspicion et de méfiance règne chez l'entreprise de service public la plus grande et la plus ancienne de la province. Tout cela est survenu parce que Bernard Lord a préféré ne pas savoir. Un tel manque de direction, de vision et d'engagement quant à des dossiers importants est devenu la marque inquiétante du gouvernement actuel.

Il est troublant de voir que, depuis les élections de juin 2003, nous n'avons siégé que pendant 16 jours et que le programme législatif du gouvernement se résume à un discours de deux pages sur l'assurance.

[Original]

Ce gouvernement a manqué à la tâche. Il n'a pas présenté sa vision par le biais du discours du trône. Un budget démontre, jusqu'à un certain point, les principes selon lesquels un gouvernement veut gouverner. Mais, dans le budget du gouvernement en place, on voit les principes qu'il a choisi d'abandonner.

En décembre 2003, le gouvernement a présenté des changements dans son modèle de présenter les états financiers. Nous avons appuyé ce modèle et, plus important encore, nous avons appuyé les principes intrinsèques qui se sont ancrés dans ce nouveau modèle, notamment l'intégrité, la transparence, l'imputabilité, la situation financière et le rendement financier.

Depuis que le ministre des Finances a déposé un document appuyant ce modèle en décembre 2003, nous pouvions seulement présumer que le gouvernement actuel avait endossé ces principes lui aussi. Il est clair aujourd'hui que nous étions dans l'erreur en faisant cette présomption.

[Traduction]

Examinons l'intégrité. Le ministre des Finances a lancé un processus de consultation budgétaire et

a utilisé un graphique qui, pour la prochaine année, montrait une croissance des recettes se situant à 0 %. Il a fait cela pour obtenir un soutien en vue de la réduction de programmes gouvernementaux. Dans le budget de mardi, les recettes prévues étaient miraculeusement supérieures d'environ 230 millions de dollars. Aujourd'hui, les gens du Nouveau-Brunswick se demandent : Qu'est-ce qui a changé au cours des dernières semaines?

Qu'en est-il de la prétendue transparence du gouvernement, vu qu'il a changé la façon de dénombrer la fonction publique? Le nouveau profil de l'effectif de la fonction publique n'indiquera plus les ETP par ministère et les changements survenus d'une année financière à l'autre. Il y a une décroissance d'environ 750 emplois, mais, à cause du manque de transparence du gouvernement actuel, personne n'arrive à déterminer où les suppressions auront lieu — tout cela après que le premier ministre a rencontré les syndicats la semaine dernière et leur a dit de ne pas s'inquiéter. Nous constatons maintenant que le gouvernement actuel mettra en oeuvre des restrictions salariales se chiffrant à 260 millions de dollars.

Le manque d'imputabilité est en voie de devenir la marque du gouvernement actuel. Après tout, ce dernier a refusé de présenter des états financiers à mi-mandat. Il a refusé d'admettre qu'il a enregistré des déficits consécutifs. Je sais que le ministre des Finances n'écoute pas à l'heure actuelle, parce que son gouvernement ne veut pas reconnaître qu'il a enregistré des déficits consécutifs dans la province. La Chambre a une tradition vénérable selon laquelle, quand quelqu'un parle, on écoute.

006

Le gouvernement actuel a même inventé une nouvelle terminologie comptable pour tenter de cacher la véritable situation financière aux gens du Nouveau-Brunswick. Il affirme qu'il s'agit d'un déficit aux fins de la politique budgétaire. Plus précisément, c'est aux fins du Parti progressiste-conservateur. Notre premier ministre affirme qu'il ne s'agit que d'une question de sémantique. De ce côté-ci de la Chambre, nous affirmons qu'il s'agit d'un déficit de vérité.

Le premier ministre m'a demandé hier ce que je ferais différemment. Pour commencer, je m'assurerais que le gouvernement est franc avec les gens du Nouveau-Brunswick au sujet de l'état des finances de la province. Les électeurs et électrices ne devraient jamais plus se présenter aux urnes sans connaître le véritable bilan financier du gouvernement. C'est pourquoi, mardi...

Monsieur le premier ministre, vous devriez écouter ceci, parce que vous avez omis de le faire aux dernières élections.

Les électeurs et électrices ne devraient jamais plus se présenter aux urnes sans connaître l'état réel des finances de la province. C'est pourquoi, mardi, de ce côté-ci de la Chambre, nous déposerons une *Loi sur la transparence fiscale*. Vous ne voulez peut-être pas prêter attention aujourd'hui, mais, mardi, vous devrez décider si vous appuyez une telle mesure législative.

Un des déterminants clés de la situation financière est la vulnérabilité, et le budget actuel est des plus vulnérables. Bon nombre des hypothèses sur lesquelles le budget actuel s'appuie sont

douteuses, qu'il s'agisse de prévoir des augmentations d'à peine 1,8 % dans les dépenses des services hospitaliers ou de retenir les projections les plus optimistes de la croissance du PIB. D'un point de vue réaliste, le budget actuel pourrait accuser un déficit d'ici la fin du premier trimestre.

En dernier lieu, examinons le rendement financier. Vu les déficits consécutifs et un budget des plus vulnérables pour l'année qui commence, il se pourrait très bien que les agences de cotation veuillent examiner le budget actuel et redresser la cote de crédit de notre province. Cela se répercutera sur les gens du Nouveau-Brunswick, car il s'ensuivra une hausse des paiements d'intérêt sur le service de notre dette publique, une dette qui s'est accrue d'environ 1,1 milliard depuis l'entrée en fonction du gouvernement actuel.

Le budget actuel s'écarte manifestement de très importants principes sur le plan de la gouvernance et des finances. En plus d'être dénué de principes, il est complètement dénué de vision. La crise financière, la stagnation économique et les failles dans notre filet de sécurité sociale ne résultent pas de circonstances imprévues. Elles sont le résultat direct de l'inaction, de la tergiversation et du manque de vision du gouvernement actuel, ainsi que de sa décision de faire passer la politique avant les gens.

Le gouvernement actuel est dans un gâchis qu'il a lui-même créé. Malheureusement, les parlementaires d'en face mettent autant de réflexion à s'en sortir qu'ils ont mis à se mettre dans le pétrin pour commencer. Ils n'ont rien appris, et c'est là une lacune cruciale du gouvernement conservateur. Les gens d'en face ne mettent pas plus de réflexion pour relever les défis qui se présentent à notre province. Ils n'envisagent pas de nouvelles façons de faire. Le gouvernement actuel préfère plutôt se cantonner dans de vieilles habitudes : blâmer les autres, sans jamais assumer ses responsabilités. Si quelque chose se détraque, il faut le cacher, laisser la situation empirer, puis, comme notre premier ministre l'a fait à maintes reprises, nier en avoir du tout été au courant. Ce n'est pas une façon bien inspirante de gouverner. Les gens d'en face ne voient peut-être pas la possibilité qui leur est offerte de remonter notre province. Peut-être qu'ils la voient mais qu'ils y sont tout simplement indifférents.

007

Ces dernières semaines, j'ai beaucoup réfléchi à la devise de notre province : L'espoir renaît. Je crois que, s'il y a jamais eu un temps où il faut que l'espoir renaisse chez les gens de notre province, c'est bien maintenant. Notre équipe, l'équipe libérale, est là pour dire aux gens qu'il ne doit pas toujours en être ainsi et qu'il n'en sera pas toujours ainsi, car, un bon jour, les parlementaires de ce côté-ci de la Chambre siégeront de l'autre côté, et il y aura alors une toute nouvelle façon de gouverner le Nouveau-Brunswick. Ce sera un gouvernement sous ma direction, engagé à unir les gens du Nouveau-Brunswick, plutôt qu'à pratiquer une politique de division, comme on le voit sous la direction de Bernard Lord.

[Original]

Le programme Chances égales est l'héritage de Louis J. Robichaud et le droit de tout Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoise. Tout comme le premier ministre Robichaud a imaginé et bâti une province qui réunit nos communautés linguistiques, j'imagine une province qui réunit les

collectivités rurales et urbaines, une province qui ne laisse personne derrière. Ensemble, nous serons forts pour toute la province.

[Traduction]

Ce sera l'aube d'une nouvelle époque dans notre province, car c'est ce qu'il faut. Nous ne pouvons pas relever les défis d'aujourd'hui et de demain en nous servant des idées d'hier. Les gens du Nouveau-Brunswick méritent mieux que cela. Ils méritent mieux que d'avoir un gouvernement qui, face à la crise croissante dans les soins de santé, ne fait que blâmer Ottawa.

L'approche conflictuelle du gouvernement actuel n'a pas fonctionné au cours des quatre dernières années et demie. Je n'arrive tout simplement pas à comprendre pourquoi le gouvernement continue d'y recourir. MM. Volpé et Lord manquent-ils vraiment d'imagination à ce point? En fait, Romanow a demandé au gouvernement fédéral d'accorder plus de fonds pour les soins de santé. Il a aussi été demandé de faire preuve de plus d'imputabilité et d'innovation, mais c'est quelque chose que le gouvernement actuel s'est montré peu disposé à faire.

[Original]

Maintenant, imaginez ce qui aurait pu arriver si, au lieu de refuser d'être imputable pour les dollars fédéraux, le gouvernement avait fait passer les gens avant la politique et était entré dans une nouvelle convention en matière de soins de santé basée sur l'imputabilité et l'innovation avec le gouvernement fédéral. C'est pourquoi, pendant la présente session, nous prévoyons débattre une motion demandant que l'imputabilité devienne le sixième principe de la *Loi canadienne sur la santé*.

[Traduction]

Imaginez ce qui pourrait arriver...

Monsieur Volpé, veuillez prêter attention, s'il vous plaît, car ceci vous concerne.

Imaginez ce qui pourrait arriver si, au lieu de dépenser de l'argent sur de la publicité qui critique le gouvernement fédéral, nous investissions notre argent, de concert avec le gouvernement fédéral, dans la prestation de soins de santé de façons nouvelles et novatrices. Imaginez ce qui pourrait arriver si, au lieu d'être des chefs de file à l'échelle nationale pour ce qui est de se plaindre de l'aspect politique du financement des soins de santé, nous étions des chefs de file dans la prestation de services de soins de santé ici au Nouveau-Brunswick.

Monsieur le premier ministre, je vais vous donner une leçon en histoire, de sorte que vous voudrez peut-être prêter attention au présent discours pendant au moins cinq secondes.

008

Il y a eu un temps où le Nouveau-Brunswick était à la fine pointe des soins extramuraux. Le programme était formidable, et, pour rendre à César ce qui appartient à César, cela a été l'un des apports les plus notables du gouvernement conservateur de Richard Hatfield. La résolution de Frank McKenna d'étendre le programme à l'ensemble de la province illustre que les réformes

véritablement novatrices et valables dans le domaine de la santé transcendent la partisanerie politique.

Nous avons déjà mené le pays pour ce qui est de trouver de nouvelles façons de faire les choses. Rien ne nous empêche de devenir des chefs de file encore une fois. La commission Romanow a recommandé l'établissement de centres ruraux de services de santé. Comme le Nouveau-Brunswick est la plus rurale des provinces et comme notre population est bilingue, nous pouvons — et, ce qui est encore plus important, nous devrions — être les chefs de file en soins de santé ruraux dans l'ensemble du pays. C'est pourquoi j'ai écrit au ministre fédéral de la Santé, Pierre Pettigrew, pour entamer un dialogue sur la forme que pourraient prendre de tels centres. Un gouvernement libéral provincial établira le modèle à suivre en matière de soins de santé ruraux au Canada. Notre système de soins de santé ruraux fera l'envie du pays.

J'estime que nous pouvons être des chefs de file dans la réduction des périodes d'attente pour des traitements. Selon le Fraser Institute, les gens du Nouveau-Brunswick passent plus temps sur les listes d'attente pour des traitements et la consultation de spécialistes que presque quiconque d'autre au pays. Un gouvernement sous ma direction se fixera comme objectif d'avoir les listes d'attente parmi les plus courtes au pays, et nous atteindrons cet objectif grâce au recrutement des professionnels de la santé nécessaires et à la mise en oeuvre de programmes innovateurs de soins de santé.

Des soins de santé de qualité et innovateurs seront aussi rehaussés par le recours à des dossiers médicaux électroniques intégrés, comme solution néo-brunswickoise. L'investissement dans une telle technologie a des retombées à la fois économiques et sociales. Le recours à des dossiers médicaux électroniques intégrés a été fortement recommandé pour combattre l'abus de médicaments sur ordonnance tels que le Dilaudid. En outre, l'emploi de dossiers médicaux électroniques intégrés peut relever des complications possibles de pharmacothérapie avant même qu'elles surviennent. Les dossiers médicaux électroniques intégrés seront manifestement un outil clé dans les soins de santé du 21^e siècle. Il est tout aussi manifeste que l'occasion se présente à nous d'être des meneurs ici et dans l'ensemble du pays. Il suffit d'avoir un gouvernement qui a la vision voulue pour agir, et ce sera un gouvernement libéral qui aura une telle vision.

[Original]

Nous sommes créatifs et innovateurs dans les soins de santé, et je crois en notre potentiel de devenir des meneurs au pays avec un développement économique tout autant créatif et innovateur.

Quand le gouvernement parle de la façon dont il compte se tirer de son gâchis financier, il fait rarement mention d'une stratégie de développement économique agressive. Au plus profond de lui-même, il sait qu'une renaissance économique ne sera pas accomplie au moyen de minuscules réductions d'impôts ou d'un plan décennal qui n'a rien à voir avec la réalité.

Mais le voilà encore qui fait l'éloge des réductions d'impôts comme moyen d'atteindre la prospérité. Cela ne fonctionne pas.

[Traduction]

Notre croissance économique est parmi les plus basses au Canada atlantique, même si, en 1999, le gouvernement actuel a hérité d'une des économies les plus fortes dans la région. Le gouvernement actuel était tellement occupé à répartir la prospérité héritée du gouvernement précédent qu'il a oublié de créer sa propre prospérité.

Monsieur Volpé, si je pouvais avoir votre attention pour un instant, s'il vous plaît, cette partie-ci du discours vous concerne. S'il vous plaît, Monsieur Volpé.

009

Un récent article du magazine *Progress* énumère les 40 compagnies à plus rapide croissance au Canada atlantique. En 2000, pas moins de 50 % des compagnies à plus forte croissance dans la région venaient du Nouveau-Brunswick. Depuis, notre proportion sur la liste n'a cessé de baisser. En 2004, seulement 9 compagnies néo-brunswickoises figurent sur la liste. De 50 % des compagnies, seulement 9 compagnies néo-brunswickoises figurent sur la liste en question aujourd'hui. Il est plutôt manifeste que les réductions fiscales du gouvernement conservateur ne fonctionnent pas ; pourtant, il s'agit de la solution qu'il continue de préconiser. Est-ce parce que c'est sa seule solution? Est-ce parce que le premier ministre actuel est si dogmatique qu'il préférerait voir notre économie s'essouffler plutôt que d'admettre qu'il pourrait y avoir un meilleur moyen? Il doit y avoir un meilleur moyen. Nous le savons. Nous l'avons vu.

Nous avons tous été attristés récemment par le décès de Harrison McCain. Or, dans la vie de M. McCain, nous avons vu des possibilités et un potentiel se réaliser. Il a transformé une petite entreprise familiale en un empire international. Comme les choses ont alors changé dans le comté de Carleton : taux de chômage les plus bas dans la province et une population culturellement diverse. M. McCain a fait pénétrer le Nouveau-Brunswick sur la scène mondiale, et il a amené le monde au Nouveau-Brunswick. Il a prouvé aux gens du Nouveau-Brunswick que la taille importe peu, que, même si une collectivité ou une province est petite, nous pouvons faire mieux que quiconque au monde. Le Nouveau-Brunswick compte bien des gens qui ont une détermination et un dynamisme du genre. J'estime que le gouvernement doit non seulement appuyer une telle vision mais aussi la faire sienne.

J'envisage un Nouveau-Brunswick qui sera autosuffisant d'ici 2020. J'estime que notre province a le potentiel de se transformer d'une province démunie en une province nantie. J'estime que l'heure est venue pour le Nouveau-Brunswick de contribuer à la confédération des provinces. J'estime que notre population est en mesure de réaliser une telle possibilité. Notre équipe est prête à relever un tel défi, car, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes prêts à gouverner.

[Original]

En examinant les régions et les collectivités qui ont transformé leur économie et changé leur destinée — comme le comté de Carleton, le comté de Charlotte et Moncton —, nous pouvons voir l'importance de construire à partir de l'échelon local. Oui, il est important de chercher des investissements provenant de l'extérieur de la province, mais ce sont nos entrepreneurs locaux — les gens d'affaires ayant un attachement à notre province et une loyauté envers elle — qui

profiteront à long terme à nos citoyens et citoyennes. Nous devons voir qu'une région a le potentiel de faire mieux que quiconque et nous devons l'appuyer.

[Traduction]

Lorsque le comté de Charlotte était aux prises avec des taux de chômage ahurissants et une crise des pêches traditionnelles pendant les années 80, le gouvernement savait qu'un centre d'appels ne serait pas la solution. Il savait que la solution viendrait des collectivités et de la population elle-même. De quoi le comté de Charlotte disposait-il? Il avait de bonnes conditions pour l'élevage du poisson, et son industrie aquacole est maintenant l'industrie agroalimentaire la plus lucrative de la province. Cela ne s'est pas produit parce que le gouvernement n'est pas intervenu. Cela ne s'est pas produit parce que le gouvernement en a fait moins. Cela s'est produit parce que le gouvernement a fourni à la population l'infrastructure, le savoir et les compétences pour assurer la croissance de l'industrie.

010

[Original]

Quand Moncton a été frappée par la fermeture des ateliers du CN, le gouvernement de l'époque n'a pas dit : On a réduit vos impôts, bonne chance. Non! Le gouvernement, les leaders communautaires et les gens d'affaires ont vu que la main-d'oeuvre bilingue de Moncton positionnait parfaitement la ville en vue de la nouvelle économie du savoir. Le gouvernement a fait des investissements dans le savoir, les technologies et l'éducation. Le miracle s'est produit à Moncton parce que les gens ont osé imaginer des possibilités.

[Traduction]

J'aurais aimé que le premier ministre ait passé autant de temps à parler avec les responsables d'Énergie NB qu'à parler avec le ministre des Finances aujourd'hui.

[Original]

Le gouvernement a besoin d'investir agressivement et stratégiquement dans la formation, les infrastructures et les personnes requises pour la renaissance économique, car ce sera avec une économie croissante que nous pourrons garder nos jeunes ici et en ramener d'autres dans la province. Nous devons créer un climat qui attirera les jeunes travailleurs si nous voulons renverser le déclin de la population.

Faire grandir la nouvelle et jeune main-d'oeuvre signifie faire de vrais investissements en éducation. Il était stupéfiant d'apprendre hier que, pour chaque tranche de 20 \$ donnée en réduction d'impôts, il n'y a que 1 \$ en nouveaux fonds qui sera dirigé dans les salles de classe.

Nous avons besoin de classes moins populeuses dans les premières années scolaires. Nous devons assurer que les enfants exceptionnels ont les ressources nécessaires, tout comme les enfants à besoins spéciaux, pour atteindre leur plein potentiel. Nous devons assurer que l'augmentation des droits de scolarité n'empêche pas les jeunes Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises d'obtenir une éducation postsecondaire qui leur permettra de concurrencer la main-d'oeuvre de demain.

En plus d'investir dans les gens, nous devons investir dans les collectivités. Le gouvernement doit assurer que les municipalités reçoivent suffisamment de fonds pour faire les investissements qu'elles doivent faire. C'est pourquoi nous avons endossé le modèle de financement proposé unanimement par toutes les municipalités l'automne dernier.

Quand les municipalités investissent dans les routes, les eaux et les égouts ou les installations de loisir, elles investissent dans l'avenir de leurs collectivités.

Chaque année durant laquelle les municipalités ne reçoivent pas le financement nécessaire est une année où plus d'occasions sont perdues. Le gouvernement ne doit jamais être satisfait de laisser des occasions s'échapper.

[Traduction]

Il ne suffit pas de dire que nous ne miserons que sur les forces de nos grandes villes. Nous devons aussi veiller à entretenir et à améliorer l'infrastructure sociale et économique dans nos collectivités rurales. Dans notre nouveau Nouveau-Brunswick, nous devons veiller à ce que nos collectivités rurales puissent se développer et prospérer.

011

Lorsque la vieille façon de faire les choses ne fonctionne pas, le gouvernement doit être prêt à adopter une nouvelle orientation. Toujours sur le sujet des choses qui ne fonctionnent pas, parlons des réformes du gouvernement dans le domaine de l'assurance. Le gouvernement ne se soucie que des compagnies d'assurance extraprovinciales. Les gens du Nouveau-Brunswick se font toujours avoir. Nous avons besoin de réformes véritables et significatives en matière d'assurance automobile. Il y va plus que des portefeuilles. Il y va maintenant du développement économique régional, comme l'attesteront bon nombre de nos collègues du nord du Nouveau-Brunswick.

Demain, notre collègue de Saint John Harbour présentera le rapport du Comité spécial de l'assurance automobile publique. Nous ne pouvons qu'espérer que le gouvernement donnera suite aux recommandations du rapport et le mettra pas aux oubliettes, comme il l'a fait dans le cas de tant d'autres rapports essentiels. Après tout, cela fait trois ans que nous avons soulevé la question brûlante. Quand le gouvernement décidera-t-il enfin que ça suffit?

Notre position est claire : nous appuyons un régime public d'assurance à titre de meilleure solution pour obtenir des tarifs d'assurance stables et abordables. Nous appuyons une solution néo-brunswickoise. Ce qui n'est pas clair pour les gens du Nouveau-Brunswick, c'est la position de notre premier ministre et de son gouvernement. Quand, Monsieur Lord...

Veillez prêter attention.

Bernard Lord, quand cesserez-vous de défendre les intérêts des grandes compagnies d'assurance et commencerez-vous à défendre les intérêts...

Le président : Je dois vous rappeler que nous ne mentionnons les parlementaires — leur nom ou

leur personne — de ni l'un ni l'autre côté.

M. S. Graham : Quand le député de Moncton-Est, l'actuel premier ministre, cessera-t-il de défendre les intérêts des grandes compagnies d'assurance et leurs profits records et commencera-t-il à défendre les intérêts des gens du Nouveau-Brunswick? L'équipe libérale se battra non seulement pour une plus grande prospérité au Nouveau-Brunswick, mais nous nous battons aussi pour une plus grande justice au Nouveau-Brunswick. C'est pourquoi, outre la *Loi sur la transparence fiscale*, nous proposerons aussi d'autres mesures législatives pour protéger la population du Nouveau-Brunswick.

Nous proposerons des enquêtes obligatoires sur tout décès survenu au travail, afin que les travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick soient en sécurité au travail. Nous proposerons une mesure législative pour créer un bureau du curateur public afin de protéger les intérêts des gens du Nouveau-Brunswick qui ne peuvent assurer leur propre protection. Il s'agit d'une recommandation formulée par le Conseil en matière de qualité de la santé, qui relève du premier ministre lui-même. Nous comptons assurément recevoir l'appui du député de Moncton-Est quant à une mesure législative aussi importante. Nous chercherons à établir un défenseur des enfants et des jeunes, comme l'a recommandé en 2000 le rapport *Les enfants priment tout*, car aucun enfant ne devrait être laissé à la merci de la société. Il nous incombe de protéger les plus vulnérables, et nos enfants seront protégés par un défenseur des jeunes au Nouveau-Brunswick.

Il s'agit d'engagements de longue date de l'équipe libérale, mais ils revêtent maintenant une importance accrue. Je crains beaucoup que ce soit nos travailleurs, nos enfants et nos personnes âgées qui paieront le prix des mauvais choix de notre premier ministre actuel.

012

Je dois faire des observations d'ordre général aujourd'hui parce que le gouvernement a omis de présenter un discours du trône. Quant au budget, nous savons tous que les détails seront la pierre de touche, mais nous devons souligner certains points aujourd'hui. L'opposition officielle avait prédit un déficit pour l'année financière 2002-2003, et, malheureusement, le vérificateur général nous a donné raison. L'opposition officielle avait prédit un déficit pour l'année financière 2003-2004, et, malheureusement, le ministre nous a donné raison hier. Nous avons prédit que c'était le gouvernement qui a bâclé le marché de l'Orimulsion, à un coût énorme pour les gens du Nouveau-Brunswick, et les faits nous ont donné raison. Aujourd'hui, nous pouvons prédire que le budget actuel est vulnérable, basé sur des projections de recettes trop optimistes, que les budgets de la santé sont bien trop bas et que le blocage des salaires pourrait ne jamais avoir lieu. Le budget actuel est un château de cartes si fragile que nous pouvons prédire que le gouvernement actuel se retrouvera en situation de déficit d'ici la fin du premier trimestre, et, malheureusement, nous estimons que l'avenir nous donnera encore une fois raison.

La véritable tragédie est qu'il n'était pas nécessaire qu'il en soit ainsi, et c'est ce que nous prouverons aux gens du Nouveau-Brunswick au cours des prochains mois. Il y avait des choix à faire et des principes à défendre, et, à la fin de la session, il sera manifeste qui rétablira la fierté, qui fera renaître l'espoir et qui veut que, ensemble, nous rendions notre province plus forte. Nous

montrons qu'investir dans les gens est non seulement la chose à faire mais que c'est aussi la chose à faire pour l'économie. Nous montrons que, au lieu de dissiper notre prospérité en accordant des réductions fiscales, nous pouvons contribuer à la prospérité grâce à l'éducation, au savoir et à l'infrastructure. Nous montrons que l'économie n'est pas forcément quelque chose qui arrive aux gouvernements. Elle peut être quelque chose qui profite aux gens. Avant tout, nous montrons qu'il y a une meilleure façon de gouverner et une meilleure équipe pour assumer la direction. Au-delà de toutes les idées rebattues et dépassées du budget actuel se dessine un meilleur Nouveau-Brunswick qui attend d'être bâti, et cette équipe-ci, de ce côté de la Chambre, est prête à commencer à bâtir un meilleur Nouveau-Brunswick.

(L'hon. M^{me} Dubé propose l'ajournement du débat.

L'hon. M. Green propose l'ajournement de la Chambre.

La séance est levée à 14 h 53.)
